



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 1

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur de la République de Côte d'Ivoire pour 2023-2024

Document d'action : Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et prévention de l'extrémisme violent

PLAN D'ACTION PLURIANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail pluriannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDI – Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'action

1. Titre CRIS/OPSYS Acte de base	Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et prévention de l'extrémisme violent Référence opérationnelle OSPYS: ACT - 61921 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI – Europe dans le monde)
2. Initiative «Équipe Europe»	Oui L'action contribue à la Team Europe Initiative (TEI) de Côte d'Ivoire 'Paix et Stabilité'
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant: République de Côte d'Ivoire
4. Document de programmation	Programme indicatif pluriannuel (PIP) en Côte d'Ivoire 2021-2027
5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés	Objectifs spécifiques (domaine 3, secteurs 3.1 et 3.2): 3.1 Promouvoir la démocratie, renforcer la gouvernance et l'État de droit en mettant en place des institutions et des mécanismes responsables et transparents qui tiennent compte des droits humains et qui valorisent l'égalité homme-femme, en assurant une égale participation des femmes et des filles dans toutes les sphères de la vie publique et privée. 3.2 Préserver la Côte d'Ivoire comme pôle de stabilité en Afrique de l'Ouest, tout en veillant à accroître la participation des femmes dans toutes les questions relatives à la paix et à la stabilité Résultats attendus pour l'OS 3.1: La qualité de la gouvernance est améliorée notamment grâce au développement d'outils de contrôle de la dépense publique, l'accès à l'information et le renforcement de la lutte contre la corruption. L'État de droit est renforcé, ainsi que la participation démocratique et l'accès à la justice dans une perspective de genre.

	<p>Résultats attendus pour l'OS 3.2:</p> <p>La capacité de la Côte d'Ivoire à répondre aux menaces émergentes contribuant à l'instabilité est renforcée (terrorisme, trafic international, trafic et traite des personnes, cybercriminalité, piraterie).</p> <p>La répartition géographique de services de l'État est améliorée.</p> <p>Les facteurs de conflit sont traités et la cohésion sociale renforcée en soutenant les structures de paix, les dialogues intercommunautaires et les moyens d'existence locaux et les services de l'État.</p>			
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES				
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	<p>Domaine prioritaire 3 – Renforcer l'État de Droit et la gouvernance démocratique, maintenir la paix et la stabilité</p> <p>Secteur 3.1 – Démocratie et droits humains (DAC 151)</p> <p>Secteur 3.2 – Paix, stabilité et cohésion sociale (DAC 152)</p>			
7. Objectifs de développement durable (ODD)	<p>ODD principal : 16 – Paix, justice et institutions efficaces</p> <p>Autres ODD importants :</p> <p>ODD 1 – Éliminer la pauvreté</p> <p>ODD 5 – Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles</p> <p>ODD 10 – Réduire les inégalités dans les pays et entre les pays</p>			
8. a) Code(s) CAD	<p>Code CAD 15113 – Organisations et institutions pour la lutte contre la corruption – 35 %</p> <p>Code CAD 15220 – Dispositifs civils de construction de la paix, et de prévention et de règlement des conflits – 35%</p> <p>Code CAD 32210 – Politique de l'industrie extractive et gestion administrative – 30%.</p>			
8. b) Principal canal d'acheminement	<p>13000 Canal 1 Gouvernement tiers (coopération déléguée)</p> <p>20000 Canal 2 Organisations non gouvernementales (ONG) et Société civile</p>			
9. Objectifs de dépenses	<p><input type="checkbox"/> Migration</p> <p><input type="checkbox"/> Climat</p> <p><input type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre</p> <p><input type="checkbox"/> Biodiversité</p> <p><input type="checkbox"/> Éducation</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance</p>			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif général @	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Inclusion des personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et balises	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Transformation numérique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Connectivité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	<p>Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire): 14.020120</p> <p>Coût total estimé: 15 000 000 EUR</p> <p>Montant total de la contribution du budget de l'UE: 15 000 000 EUR</p> <p>L'action fait partie de la TEI « Paix et Stabilité ». Dans le secteur minier, l'Allemagne apporte un co-financement de 800 000 EUR dans le cadre d'un projet régional d'appui à la gouvernance des matières premières en Afrique de l'Ouest (<i>Support the implementation of the Kimberley Process in the Mano River Union at the regional and national level, combat smuggling of minerals and enhance the development and livelihood aspects of artisanal mining</i>). A travers son réseau d'expertise technique présent au sein des différentes forces et</p>			

	du ministère de l'Intérieur (réseau des coopérants français). La France y contribuera également.
GESTION ET EXÉCUTION	
13. Type de financement¹	Gestion indirecte avec Expertise France (OS 1) Gestion directe par subvention (OS 2)

1.2. Résumé de l'action

L'action envisagée contribuera à la paix et la stabilité en Côte d'Ivoire à travers le renforcement de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et la formalisation et valorisation de l'exploitation aurifère artisanale pouvant d'une part alimenter le financement des groupes armés terroristes et de l'autre constituer un facteur de développement socio-économique.

Cette action s'inscrit dans le cadre de l'ODD « Paix, justice et institutions efficaces » et un focus sera particulièrement mis sur les populations vulnérables, principalement les jeunes et les femmes. Cette action contribuera au développement durable de la Côte d'Ivoire dans l'esprit du nexus « sécurité et développement ».

L'action est composée de deux volets :

- renforcer les capacités opérationnelles et analytiques des acteurs en charge de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB/FT) et renforcer la chaîne pénale, dans le but de lutter contre les réseaux criminels organisés et les flux financiers illégaux.
- appuyer la formalisation et la valorisation de la filière aurifère artisanale afin qu'elle contribue à la création de richesse et d'emplois au niveau local, permettant ainsi de prévenir l'extrémisme violent et éviter qu'elle ne soit une source de financement pour les groupes armés terroristes.

Cette action s'inscrit dans le cadre de la stratégie 2021-2025 de la Commission² visant à lutter contre la criminalité organisée afin de mieux faire face à la menace que représentent les groupes criminels organisés et de briser leurs modèles économiques. Elle s'inscrit également dans le cadre de la communication de la Commission sur un plan d'action pour une politique globale de l'Union en matière de prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme³.

L'action contribuera au plan d'action de l'UE sur l'Égalité entre les hommes et les femmes 2021-2025 (GAP III)⁴, en particulier à son domaine thématique d'engagement « Intégrer le plan d'action en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité » ainsi qu'au plan de mise en œuvre au niveau national « CLIP » de la Côte d'Ivoire.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Malgré son poids économique au sein de l'espace UEMOA, des performances de croissance soutenues (en moyenne 6,9% entre 2016 et 2020, croissance positive à 2% pendant la pandémie de COVID-19, puis un taux de croissance à 7,4% en 2021), et un statut de pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure), l'achèvement d'une croissance inclusive demeure un défi important, alors que le pays envisage de réduire de moitié son taux de pauvreté d'ici 2030. Ainsi, l'indice de développement humain de la Côte d'Ivoire est comparable aux pays à faible revenu (0,38). L'indice de pauvreté reste élevé et la réduction de la pauvreté entre zones urbaines et rurales a été très inégale entre 2015 et 2019 (respectivement - 6,9 et 1,7 points). L'indice d'inégalité de genre (IIG) place le pays au 155^e rang sur 170 en

¹ Article 27 du règlement IVCDCI – Europe dans le monde.

² https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12735-Lutte-contre-la-criminalite-organisee-strategie-de-lUE-pour-la-periode-2021-2025_fr

³ [https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020XC0513\(03\)](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020XC0513(03))

⁴ Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil, Plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III) – Un programme ambitieux pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes dans l'action extérieure de l'Union européenne, référence JOIN(2020) 17 final, 25.11.2020.

2021 (0,613), avec des inégalités dans les domaines de la santé procréative, de l'autonomisation et de l'activité économique.

La dégradation de la situation sécuritaire au Mali et au Burkina Faso accentue la menace d'expansion des groupes djihadistes vers la Côte d'Ivoire. Depuis la série d'attaques terroristes qui a touché l'extrême nord du pays entre juin 2020 et mars 2021, les autorités ont mis en place des opérations de sécurisation et de renforcement du maillage territorial à travers la création de la Zone Opérationnelle Nord (dont certaines sont soutenues par l'Union européenne (UE) via des projets tels que DEFEND et SECUNORD) pour contenir l'insécurité et favoriser le retour de l'État dans le nord du pays.

Mais la lutte contre la menace terroriste passe aussi par l'assèchement des sources de financement de leurs activités. Plus de 10 ans après une longue crise politico-militaire, bien que l'économie de la Côte d'Ivoire soit dynamique, le pays souffre encore de fragilités structurelles (faible taux de bancarisation, importance du secteur informel, corruption etc.) créant un environnement favorable à la criminalité organisée et aux réseaux criminels, sur lesquels les groupes armés terroristes peuvent s'appuyer pour se financer.

La Côte d'Ivoire est en effet confrontée à plusieurs menaces criminelles ou activités illicites, comme les trafics en tout genre (stupéfiants, la traite des êtres humains, le trafic de migrants, ressources naturelles etc.), la contrebande, le banditisme ordinaire ou encore la cybercriminalité. La proximité de la bande sahélienne, une zone insuffisamment contrôlée où sévit crime organisé et groupes terroristes et la porosité des frontières sont des facteurs de vulnérabilité. Le pays fait par exemple partie des zones de transit clé dans la région du trafic de cocaïne en provenance de l'Amérique du Sud et à destination de l'Europe. En attestent la multiplication de saisies records ces dernières années et le démantèlement de réseaux internationaux.

De plus, on estime que la moitié de la production aurifère de la Côte d'Ivoire est exportée illégalement. De fait, entre 2006 et 2016, l'orpaillage clandestin aurait fait perdre à l'État ivoirien, 479,22 milliards de FCFA, soit plus de 730 millions d'euros. L'or est extrait de façon artisanale dans 24 des 31 régions de la Côte d'Ivoire. Le gouvernement évalue à au moins 500 000 le nombre de mineurs d'or artisanal et a identifié (en 2017) 258 sites d'orpaillage. L'exploitation artisanale et clandestine de l'or constitue aujourd'hui la principale activité socioéconomique de nombreuses localités et concerne pratiquement toutes les franges de la population (enfants, jeunes, personnes âgées, autochtones, allochtones et allogènes, etc.). Cette exploitation aurifère artisanale a des conséquences néfastes sur l'environnement du fait de l'utilisation de produits nocifs (mercure, cyanure) qui polluent durablement les sols et les rivières et contribuent aussi à la déforestation et à la dégradation des sols.

Si le lien entre le trafic de métaux et de minéraux précieux et les réseaux terroristes en Côte d'Ivoire n'a, jusqu'à ce jour, pas pu être concrètement démontré par les recherches⁵, les autorités ont à maintes reprises exprimé leurs craintes que des produits de base de grande valeur comme l'or et les diamants servent de monnaie d'échange dans le cadre de stratégies de blanchiment d'argent et qu'ils partagent certaines caractéristiques avec d'autres biens qui sont souvent passés en contrebande, comme la drogue et les cigarettes, connus pour financer des organisations terroristes en Afrique de l'Ouest.

Les réserves d'or de la Côte d'Ivoire sont estimées à 600 tonnes et la Côte d'Ivoire est actuellement le 7^e producteur d'or en Afrique. La production annuelle en Côte d'Ivoire est passée de 12.4 tonnes en 2011 à 41.8 tonnes en 2021 faisant de la Côte d'Ivoire un pays attractif pour la main d'œuvre et les intermédiaires revendeurs d'or. Le chiffre d'affaires global du secteur a dépassé les 582 milliards de FCFA (plus de 887,25 millions d'euros) en 2018, en hausse de plus de 8 % par rapport à 2017. Dans le même temps, les recettes fiscales sont passées de 65,841 à 94,562 milliards de FCFA en 2020.

Selon le Fonds monétaire international (FMI), les fonds blanchis ou destinés au financement du terrorisme représenteraient, à l'échelle mondiale, entre 400 et 1 000 milliards d'euros, soit entre 2,5 et 5 % du PIB mondial.

La Côte d'Ivoire s'est engagée dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) et s'est dotée en 2021 d'une stratégie nationale en ce sens. Le pays est membre du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) établi en 2000 par la

⁵ <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/cote-divoire/b192-keeping-jihadists-out-northern-cote-divoire>

CEDEAO. Le 14 novembre 2016, quelques mois après l'attaque terroriste de Grand-Bassam, l'Assemblée nationale ivoirienne a voté la loi relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

En 2022, le pays s'est doté d'un Pôle pénal économique et financier (PPEF) autonome de premier degré et d'une Agence de gestion de recouvrement des avoirs criminels (AGRAC), visant à renforcer l'efficacité de la chaîne pénale. Le dispositif LBC/FT du pays vient d'être évalué par le FMI. Les résultats de cette évaluation ont été présentés le 1^{er} juin 2023 lors de la réunion plénière de la commission technique du GIABA. La Côte d'Ivoire a été notée faible sur 8 recommandations sur 11 et modérée sur les 3 autres. A moins que le pays ne réalise des progrès substantiels rapidement, la Côte d'Ivoire risque d'être inscrite sur la « liste grise » du Groupe d'action financière dans 12 mois. Dans ce cas, le pays fera donc partie des « juridictions soumises à une surveillance renforcée » qui devront travailler activement avec le Groupe d'action financière pour remédier aux défaillances stratégiques que présentent leur régime de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Cette action permettra donc d'appuyer la Côte d'Ivoire dans ses efforts. Elle sera également complémentaire de deux projets de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme appuyés par l'Union européenne (« Organised Crime - West African Response to money laundering and the financing of terrorism » (OCWAR-M) mis en œuvre par Expertise France et « The Global Programme against Money Laundering » mis en œuvre par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC)). Enfin, l'action s'appuiera, dans la mesure du possible, sur l'expertise des agences européennes comme Eurojust (Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale) et Europol (Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs).

En mai 2023, le Ministre de l'Economie et des Finances a présenté un projet de loi sur les sanctions administratives applicables en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive et l'organisation du contrôle des assujettis qui vient en complément de la loi de 2016.

L'activité minière en Côte d'Ivoire est régie par la Loi n° 2014-138 du 24 mars 2014 portant Code minier complétée par le Décret n° 2014-397 du 25 juin 2014 déterminant les modalités d'application de la loi n° 2014-138 du 24 mars 2014 portant Code minier. Afin de lutter contre l'orpaillage illicite, cet arsenal juridique s'est vu renforcé par l'Arrêté n°002/MIM/CAB du 11 janvier 2016 relatif aux procédures d'attribution et de renouvellement des titres et autorisations minières, aux dispositions concernant l'or brut et les matières d'or et aux dispositions diverses prévues par la réglementation minière, mais surtout par l'Arrêté n°139/PM/CAB du 31 mars 2014 portant création du cadre institutionnel du projet de rationalisation de l'orpaillage et déterminant ses attributions, son organisation et son fonctionnement. En effet, pour faire face à l'expansion de l'orpaillage illicite et clandestin, le ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie a adopté un Programme National de Rationalisation de l'Orpaillage (PNRO). Le PNRO a pour objectifs :

- d'organiser et de valoriser l'orpaillage par une meilleure connaissance du milieu où cette activité s'exerce ;
- de renforcer les capacités des acteurs du secteur afin d'éliminer les risques liés à l'utilisation de produits nocifs pour l'environnement ;
- d'organiser la filière de commercialisation et de créer des centres d'expertise des produits de l'orpaillage ;
- de développer des activités permettant la réinsertion sociale des orpailleurs et de promouvoir la coopération entre les opérateurs du secteur minier et les orpailleurs.

L'action s'inscrit dans le cadre plus global de l'appui de l'UE à la stratégie ivoirienne de lutte contre les fragilités dans les zones frontalières du Nord et, en particulier de lutte contre les risques terroristes à travers une approche intégrée s'appuyant sur la lutte contre le blanchiment d'argent, contribuant au financement du terrorisme, et une meilleure gestion des ressources naturelles, source de conflit et également de financement du terrorisme.

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes:

La Côte d'Ivoire est vulnérable au BC/FT et à ses infractions sous-jacentes en raison de son faible taux de bancarisation (20% en 2020), de la prédominance des transactions en espèce, et de l'importance de l'informel dans l'économie (de 35% à 40% du PIB) qui favorisent la circulation d'argent difficilement traçable. La corruption demeure aussi un problème important. Selon l'indice de perception de la corruption de 2022 publié par Transparency International, la Côte d'Ivoire se classe au 99^e rang sur 180 pays, avec un score de 37/100 (soit un point de plus par rapport à 2021).

Selon l'Évaluation nationale des risques réalisée en 2019, le secteur bancaire, le secteur des autres institutions financières privées et publiques ou encore certaines entreprises et professions non financières désignées et les organisations à but non lucratif (OBNL) sont parmi les secteurs les plus vulnérables. Le système de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme souffre de faiblesses, dont l'insuffisance de moyens des organes de contrôle et l'efficacité défaillante du mécanisme de gestion des avoirs illicites saisis.

Le blanchiment de capitaux entraîne un manque à gagner important pour les ressources nationales des pays qui en sont victimes, ce qui entrave la mise en œuvre des ODD, fragilise le système financier local, et freine l'investissement étranger tout en contribuant au financement du terrorisme.

L'un des secteurs sensibles pouvant contribuer au financement du terrorisme et au blanchiment est le secteur minier et en particulier l'orpaillage illégal. Ces vingt dernières années, la hausse quasi-continue des prix de l'or a provoqué un engouement pour ce minerai et favorisé le développement de l'orpaillage clandestin. Cette pratique qui consiste à exploiter illégalement une portion de terre ou de rivière pour en extraire de l'or, déstructure le tissu social, met en danger les populations vulnérables, nuit gravement à l'environnement et inquiète dans un contexte de montée de l'extrémisme violent.

L'orpaillage illégal provoque une pression sur les terres, exacerbant les conflits fonciers et les tensions communautaires. A proximité des sites miniers, les activités agricoles sont délaissées, lorsque les terrains agricoles ne sont pas tout simplement rendus inexploitablement en raison de l'extraction de l'or et de la contamination de sol par les produits chimiques. En effet, l'utilisation de produits comme le mercure qui sert à amalgamer les paillettes d'or, ou le cyanure qui sert à l'inverse, à les séparer, sont rejetés dans l'environnement, polluant air, sol et cours d'eau. Les opérations de déguerpissement des sites d'orpaillage engendrent un sentiment de frustration pour une population qui manque de perspectives socio-économiques.

L'avancée de l'orpaillage clandestin démontre que, malgré les efforts significatifs au niveau national en la matière, certains aspects essentiels n'ont pas été pris en compte dans la politique du gouvernement, notamment au niveau local. Certains propriétaires terriens méconnaissent le droit minier et ne comprennent pas pourquoi il n'est pas possible pour eux de louer leurs terres aux orpailleurs pour y exploiter l'or. Ils ont le sentiment d'être injustement privés d'un revenu malgré la primauté du droit minier sur le droit foncier prévu par l'article 3 du Code minier.

Dans la mesure où les sites d'orpaillage clandestins ont bien souvent été mis en place de manière anarchique et ne font l'objet d'aucun contrôle exhaustif, notamment au regard de l'identité des orpailleurs venus de la sous-région, ces zones peuvent aussi constituer un lieu de repli, d'approvisionnement en armes ou de recrutement, notamment auprès d'une jeunesse désœuvrée. En effet, la plupart des orpailleurs sont de jeunes hommes en quête d'enrichissement rapide, souvent éloignés de leur famille et endettés. Leur vulnérabilité extrême peut donc constituer un facteur réel d'embrigadement. Plus inquiétant encore, l'orpaillage pourrait devenir une source de financement du terrorisme. En prenant le contrôle de certains sites, les groupes terroristes et bandes organisées contraindraient les orpailleurs à leur verser des taxes leur permettant de financer leurs activités criminelles, phénomène largement documenté au Burkina Faso. De plus, sur les sites d'exploitation, la présence de femmes et d'enfants a été documentée. Sur les sites, les femmes et enfants travaillent au tamisage, au lavage, au concassage, au chargement de gravillons, à la fouille de terre, au transport des minerais. D'autres s'occupent à la cuisine, au commerce ou même à la prostitution sur ces sites⁶. Enfin, les sites d'orpaillage artisanaux clandestins ne prennent absolument pas en compte les dégradations environnementales générées par l'exploitation aurifère à travers l'utilisation de produits nocifs entraînant une dégradation des sols et des pollutions aux métaux lourds, et contribuant également à la déforestation autour des zones aurifères.

L'action vise donc à soutenir la lutte contre la criminalité organisée à travers le renforcement de la chaîne LBC/FT et une meilleure régulation du secteur de l'orpaillage artisanal afin de mieux identifier et neutraliser les flux financiers illicites pour limiter les capacités d'action des groupes criminels et/ou terroristes et enrayer la montée de l'extrémisme violent.

⁶ Rapport d'enquête sur la cartographie des sites d'orpaillage en Côte d'Ivoire. CNDH, 2022 : <http://www.caidp.ci/uploads/2c8b927cbcd52037f5dc09d1860016.pdf>

Indication des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

La Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF) : C'est la cellule de renseignement financier de la Côte d'Ivoire. Elle est composée de six membres statutaires nommés par décret et d'un personnel administratif et technique d'appui (analystes financiers, juristes, informaticiens, enquêteurs). La CENTIF est placée sous la tutelle du ministère de l'Économie et des Finances. Instituée par décret en 2006, la CENTIF reçoit et analyse les déclarations d'opérations suspectes transmises par le secteur privé, quelle sensibilise par ailleurs sur les procédures à suivre. Elle a également une mission d'investigation financière et un pouvoir de saisine direct de l'autorité judiciaire compétente. L'action doit donc permettre de renforcer son rôle de point focal aux efforts de LBC et à l'échange d'informations entre les institutions financières et les autorités chargées de l'application des lois.

Le Comité de coordination interministériel LBC/FT (CCI-LBCFT) : C'est la structure qui rassemble l'ensemble des acteurs (dont la CENTIF, mais qui est indépendante de la CENTIF) impliqués dans la LBC/FT et assure la coordination de la politique nationale LBC/FT. Ce comité, placé sous la tutelle du ministère de l'Économie et des Finances a coordonné l'Évaluation nationale des risques (ENR) en 2019 et a conduit le travail d'élaboration de la stratégie nationale LBC/FT et assure le suivi évaluation de son plan d'action. Il est possible de s'appuyer sur ce comité et de le renforcer car, contrairement à d'autres pays de la région, il est opérationnel en Côte d'Ivoire et est doté d'un secrétariat permanent.

Les ministères de l'Économie et des Finances, de la Justice et de l'Intérieur : Les ministères des Finances, de la Justice et de l'Intérieur sont les ministères clés de la LBC/FT. Ce sont eux qui portent la volonté politique de lutter contre le BC/FT, accordent aux acteurs dépendant de leur autorité les moyens de cette politique, et sensibilisent, aux côtés du CCI-LBCFT et de la CENTIF, les autres ministères aux enjeux de la LBC/FT.

Le Pôle Pénal Économique et Financier (PPEF) : Le PPEF est la juridiction pénale autonome de premier degré chargée de la poursuite, de l'instruction et du jugement des infractions économiques et financières présentant certains critères de gravité et de complexité. Il a été créé par la loi du 11 mars 2022 qui prévoit également la création auprès du PPEF d'une unité spécialisée de police judiciaire chargée des enquêtes sur les affaires de sa compétence. Auparavant, le PPEF était rattaché au tribunal de première instance d'Abidjan. Le PPEF va bénéficier d'un soutien dans le cadre de cette action.

L'Agence de Gestion et de Recouvrement des Avoirs Criminels (AGRAC) : Autre organe nouvellement créé (décret n°2022-349 du 1^{er} juin 2022), placé sous l'autorité du ministère de la Justice. Pour l'instant la capacité de recouvrement des avoirs est faible, voire quasi-inexistante en dépit de l'existence de textes prévoyant des modalités de gel, saisie et confiscation. La création de l'AGRAC et son renforcement va contribuer à changer la donne.

Le ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie : Le ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie a assuré le pilotage technique du projet de l'UE de valorisation de la filière artisanale (SECORCI) à travers la direction départementale en charge des mines à Tengréla et le Comité technique local du département de Tengréla. De plus, l'action contribue directement à la mise en œuvre du Programme national de rationalisation de l'orpaillage (PNRO) en Côte d'Ivoire. Le ministère est donc l'un des principaux bénéficiaires de l'action.

Le ministère des Eaux et Forêts : Les agents des Eaux et Forêts sont présents dans les zones où il y a de l'orpaillage. Ils vont être partie prenante de l'action car ils ont un rôle en matière de protection de l'environnement. De plus, l'action contribue directement aux efforts du ministère dans la protection de l'environnement, de la faune et de la flore dans les zones minières aurifères.

Le Conseil national de Sécurité (CNS) : Le CNS a assuré le pilotage politique du projet de valorisation de la filière artisanale (SECORCI) et a été d'un grand soutien via notamment son conseiller technique en charge de l'exploitation aurifère artisanale et semi-industrielle (EMAPE). Il demeure un ancrage institutionnel important.

Les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) : Les FDS sont en charge de la sécurisation des zones d'orpaillages. L'action contribue au renforcement des capacités d'enquête et de renforcement du maillage sécuritaire, principalement dans la Zone Nord. Cela passe notamment par le renforcement des capacités infrastructurelles et opérationnelles de la

gendarmerie nationale dans les zones aurifères et le renforcement de la police de proximité et leur participation à des interventions contribuant au rétablissement du lien de confiance entre les populations et les FDS.

L'Unité de lutte contre la criminalité transfrontalière organisée : Structure spécialisée dans la lutte contre la criminalité transnationale. Elle sert aussi de point focal pour la coopération avec les autres unités au niveau régional et international. Ses capacités d'enquête doivent être renforcées.

Le ministère de la Femme, la Famille et l'Enfant sera pris en compte comme l'un des principaux détenteurs d'obligations.

Parmi les détenteurs des droits : les communautés affectées par le projet, les organisations de la société civile (dont associations et coopératives) y compris les organisations de femmes et les organisations de personnes vivant avec un handicap.

Bailleurs de fonds/institutions de financement : Les partenaires européens clefs seront la France (Ambassade, AFD et Expertise France) et l'Allemagne (Ambassade et GIZ) car ils ont des actions complémentaires. Il s'agit notamment du projet régional d'appui à la gouvernance des matières premières en Afrique de l'Ouest (*Support the implementation of the Kimberley Process in the Mano River Union at the regional and national level, combat smuggling of minerals and enhance the development and livelihood aspects of artisanal mining*) mis en œuvre par la GIZ sur financement conjoint de l'Allemagne et de l'Union européenne. Ce projet œuvre en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone principalement sur les questions fiscales, la promotion de la transparence, la défense des intérêts des communautés minières, la promotion des standards sociaux et environnementaux dans l'exploitation minière et un appui stratégique aux gouvernements de l'Union du fleuve Mano. La Banque Mondiale, la BAD, le Groupe d'action financière et le FMI seront également des parties prenantes incontournables en particulier pour la lutte contre le blanchiment. Le FMI est en charge de l'évaluation de la Côte d'Ivoire en matière de LBC/FT.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de cette action est de **contribuer à la paix et la stabilité en Côte d'Ivoire et à la lutte contre le terrorisme, et ceci contribuera à atteindre l'objectif de la TEI « Paix et Stabilité ».**

Les objectifs spécifiques de cette action, auxquels seront intégrés une perspective de genre, sont:

1. Les flux financiers contribuant à la criminalité organisée et au financement des groupes terroristes et donc à la déstabilisation du pays sont réduits.
2. La filière aurifère artisanale est formalisée et valorisée afin d'éviter qu'elle ne devienne une source de financement terroriste et qu'elle contribue ainsi au développement socioéconomique local.

Les produits à fournir dans le cadre de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants:

Contribuant à l'objectif spécifique 1

- 1.1 Les capacités analytiques et opérationnelles de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme sont renforcées.
- 1.2 Les capacités de la chaîne pénale dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme sont renforcées.

Contribuant à l'objectif spécifique 2

- 2.1 La gouvernance du secteur aurifère artisanal est renforcée.
- 2.2 Des nouvelles coopératives sont formalisées.
- 2.3 Les relations de confiance entre l'Etat et les citoyens sont renforcées.
- 2.4 Les conditions de vie de la population locale sont améliorées.

3.2 Activités indicatives

Activités liées au produit 1.1 (Les capacités analytiques et opérationnelles de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme sont renforcées):

- Sensibilisation des acteurs institutionnels au risque BC/FT via la dissémination de l'évaluation nationale des risques (ENR) ;
- Appui à la production de données statistiques nationales relatives à la LBC/FT ;
- Élaboration d'évaluations nationales des risques sectorielles (secteurs des transports, immobilier, orpaillage, OBNL, secteur agricole...) ;
- Renforcement du cadre légal et opérationnel de la chaîne LBC/FT ;
- Renforcement de l'efficacité de la CENTIF ;
- Renforcement de l'efficacité du CCI-LBC/FT ;
- Formation des autorités de supervision des institutions financières (hors banques), des entreprises et professions non financières désignées et des OBNL; Formation et accompagnement à la mise en place de dispositifs robustes de LBC/FT des assujettis IF entreprises et professions non financières désignées et OBNL ;
- Définition de protocoles opérationnels de déclaration / d'échange de données ;
- Sensibilisation de la société civile, y compris les organisations féminines et de jeunesse / campagne grand public de prévention avec un accent particulier sur les femmes et les jeunes ;
- Appui à la protection des lanceurs d'alerte et lanceuses d'alerte ;
- Formation des journalistes d'investigation, avec un ciblage spécifique des femmes journalistes et les travailleuses des médias, à l'enquête financière.

Activités liées au produit 1.2 : (les capacités de la chaîne pénale dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme sont renforcées)

- Déploiement national de la formation des acteurs de la chaîne pénale (CENTIF, officiers de police judiciaire, procureurs, juges d'instruction et juges du siège) aux cinq piliers de la chaîne pénale LBC/FT : détection de l'infraction, investigation, saisie et recouvrement des avoirs criminels, entraide pénale et jugement (ajout du Bureau d'entraide pénale et Agence de gestion et recouvrement des avoirs criminels (AGRAC) pour les piliers qui les concernent) ;
- Élaboration de modules de formation aux infractions économiques et financières pour la formation initiale des magistrats, officiers de police judiciaire et douaniers (École Nationale de la Magistrature, École nationale de Police, Institut National de Formation Judiciaire, École nationale des Douanes) ;
- Renforcement des capacités du Pôle pénal économique et financier d'Abidjan (formations, échanges professionnels, visites d'immersion, mise en place d'un partenariat institutionnel avec le Parquet National financier français et avec les pôles financiers de Paris – couronne parisienne ou des JIRS) ;
- Formation de tous les acteurs de la chaîne pénale à l'entraide pénale et renforcement de l'autorité centrale du Bureau d'entraide pénale ;
- Accompagnement de l'opérationnalisation de l'Agence de Gestion et de Recouvrement des Avoirs Criminels (AGRAC) : mentorat, partenariat institutionnel avec l'AGRAC et la PIAC françaises, accompagnement à la mise en place de l'équipe et des procédures. Jumelages avec les Agences homologues de la région (Sénégal, Burkina Faso, Bénin) ;
- Fourniture d'équipement pour le renforcement de la chaîne pénale.

Activités liées au produit 2.1 (la gouvernance du secteur aurifère artisanal est renforcée)

- Construction de bureaux pour la Direction Départementale des Mines (DDM) en veillant sur son accessibilité aux personnes en situation d'handicap (accessibilité des infrastructures).
- Appui au Comité technique local (CTL) de Tengréla situé dans le Nord du pays ;
- Mise en place d'une liaison et d'un accès facilité internet entre la Direction départementale des mines (DDM), le CTL et le cadastre minier ;
- Pérennisation du Centre de Formation à l'Apprentissage Minier (CEFAM).

Activités liées au produit 2.2 (des nouvelles coopératives sont formalisées)

- Accompagnement de la formalisation des nouvelles coopératives (avec un accent particulier sur la participation de femmes et de personnes en situation de handicap) ;

- Appui au bureau d'achat/vente Takapi Gold de Kanakono.

Activités liées au produit 2.3 (les relations de confiance entre l'Etat et les citoyens sont renforcées)

- Accompagnement du développement de la Cellule Civilo-Militaire de Tengréla (CCM) nouvellement créée ;
- Renforcement du dispositif sécuritaire à Zanikaha et à Débété à travers la construction de nouvelles infrastructures au profit de la Gendarmerie ;
- Appui à la formation et à l'équipement des agents des eaux et forêts de Tengréla, y compris sur les questions liées au genre et au respect des droits humains.

Activités liées au produit 2.4 (Les conditions de vie de la population locale sont améliorées.)

- Soutien aux populations locales, en particulier les femmes, les jeunes et les couches les plus vulnérables, pour améliorer l'accès à l'eau, à l'éducation (réfection du lycée moderne de Tengréla) et aux activités génératrices de revenus (appui à la création d'une filière de commercialisation du karité, appui au développement du maraîchage dans les parcelles réhabilitées, etc.);
- Poursuite de la réhabilitation d'anciens sites d'orpaillage souillés et abandonnés en parcelles dédiées au maraîchage.

La contribution de l'UE à l'initiative « Équipe Europe » y inclus la coopération avec les agences européennes concernées, à laquelle cette action se réfère, sera complétée par d'autres contributions des États membres et/ou des institutions financières européennes dans le cadre de l'approche « Équipe Europe ». Elle est soumise à la confirmation formelle de la contribution significative de chaque membre respectif dans les meilleurs délais. Si les initiatives « Équipe Europe » et/ou ces contributions ne se concrétisent pas, l'action de l'UE peut se poursuivre en dehors du cadre d'une initiative « Équipe Europe ».

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Compte tenu des activités prévues, une évaluation stratégique environnementale, une évaluation d'impact environnemental ou une évaluation du risque climatique n'ont pas été conduites à ce stade. Il est néanmoins prévu que les constructions ou les réhabilitations d'infrastructures suivront les règles environnementales (conception adaptée au climat, recours à l'architecture traditionnelle, utilisation de matériaux locaux et utilisation des énergies renouvelables). De même, dans le cadre de la composante orpaillage, les acteurs de la zone sont sensibilisés sur la nécessité de protéger leur environnement et de ne pas recourir à l'utilisation de produits chimiques toxiques lors de la pratique de l'orpaillage. De plus, la réhabilitation et la transformation d'anciens sites d'orpaillages en zone de culture durable contribuera à la préservation de l'environnement.

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1, ce qui signifie que l'égalité entre les hommes et les femmes sera un objectif significatif de l'action. Cela implique que la dimension genre sera intégrée dans chaque composante de l'action sur base des orientations contenues dans le Plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes 2021-2025 (GAP III), en particulier dans le « Domaine d'engagement thématique – Garantir l'absence de toute forme de violence de genre » et le « Domaine d'engagement thématique – Intégrer le plan d'action en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité » et le plan de mise en œuvre au niveau national de la Côte d'Ivoire « CLIP » du GAP III.

La formalisation du secteur aurifère artisanal permettra de mieux contrôler l'environnement de travail dans lequel évoluent des travailleuses limitant ainsi les violences basées sur le genre. Cela passera par des sensibilisations à l'attention à la fois des hommes et des femmes, des garçons et des filles, sur les sites d'orpaillage, en vue de prévenir les violences basées sur le genre sous toutes leurs formes. Cette action doit aussi créer des opportunités économiques en périphérie des zones minières (agriculture, commerce etc.). Ces secteurs pourront être investis par les femmes, favorisant ainsi leur autonomisation économique, une croissance inclusive et l'égalité des sexes. Les femmes seront également prioritaires dans toutes les activités de renforcement de capacités en fonction de leur niveau de représentativité. Par ailleurs, toutes les activités de formation et de renforcement des capacités intégreront la dimension genre et droits humains dans leurs contenus et leurs méthodologies.

Droits de l'homme

L'action portera une attention particulière au respect des droits humains particulièrement celui des mineurs et des femmes et des personnes vivant avec un handicap. Poussés par leurs parents ou simplement attirés par l'appât du gain, de nombreux enfants, parfois très jeunes, désertent les bancs de l'école pour travailler sur les sites d'orpaillages. Dans les mines, l'usage et le trafic de drogue, la prostitution, les violences sexuelles sont légion. La formalisation du secteur aurifère artisanal par la création de coopératives permettra de lutter contre le travail des enfants et les violences basées sur le genre.

De plus, l'amélioration de la chaîne pénale et de la justice par le renforcement des capacités des acteurs luttant contre le BC/FT et de l'institution judiciaire avec une approche axée sur le genre et fondée sur les droits humains, va contribuer au renforcement de l'État de droit en Côte d'Ivoire. Cela permettra aussi de renforcer la confiance des citoyens ivoiriens en leur justice. Doter la chaîne pénale de plus de moyens et de capacités et renforcer l'intégrité et l'indépendance de la justice sont des éléments cruciaux pour la réussite de l'action. L'action intègre pleinement l'approche basée sur les droits humains (human rights based approach) en renforçant les capacités des institutions (FDS, justice etc) porteurs des obligations de respecter, protéger et faire valoir ces droits et en renforçant la capacité des titulaires de droits (avec un accent particulier sur les femmes et les personnes vivant avec un handicap) à revendiquer leurs droits.

De plus, l'action suivra le principe de « Ne laisser personne de côté » (« Leave no one behind ») en contribuant à mettre fin aux discriminations et à l'exclusion et à réduire les inégalités et au principe de « Ne pas nuire » (éviter d'exposer les gens à des risques supplémentaires) en mettant en place un système pour recevoir et faciliter la résolution des préoccupations et des griefs des parties prenantes concernant la performance sociale du projet.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique que les constructions ou réhabilitations d'infrastructures veilleront au respect des questions d'inclusion des personnes avec un handicap (accessibilité des infrastructures). Par ailleurs, les parties prenantes seront encouragées à porter une attention aux personnes vivant avec un handicap dans le cadre des activités qui seront soutenues par le projet.

Réduction des inégalités

La lutte contre le blanchiment devrait permettre à l'état d'engranger des recettes supplémentaires pour financer le développement local, fournir à ses citoyens des services sociaux de base et une meilleure protection sociale et ainsi favoriser une croissance plus inclusive. De même, en favorisant la structuration de la filière aurifère artisanale, l'action contribuera à mieux protéger les titulaires de droits, à améliorer les perspectives d'insertion socio-professionnelles de la jeunesse et des publics marginalisés (avec un accent particulier sur les femmes et sur les personnes vivant avec un handicap) et ainsi leur offrir de meilleures conditions de vie.

Démocratie

L'action répond aux priorités du nouveau consensus européen pour le développement : « notre monde, notre dignité, notre avenir » visant la promotion des valeurs universelles de démocratie, gouvernance, État de droit et des droits humains, préalable à la stabilité et au développement durable.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

L'action s'inscrit dans la promotion par l'UE depuis 2015 de l'approche de la lutte contre le terrorisme et la radicalisation passant par l'amélioration de toute la chaîne pénale et de la justice en respectant les normes internationales y compris les traités de protection des droits humains, des réfugiés et le droit international humanitaire. L'action prendra en compte les orientations politiques énoncées par les conclusions du Conseil en juin 2020 sur la lutte contre le terrorisme et la prévention de la radicalisation, la stratégie UE-UA de mars 2020, l'agenda contre terroriste de l'UE de décembre 2020, l'approche stratégique intégrée UE-Sahel d'avril 2021, la stratégie de l'UE sur le Golfe de Guinée ainsi que la récente révision de la stratégie mondiale de lutte contre le terrorisme de 2006 des Nations Unies.

L'action contribuera, par ailleurs, à la résolution des conflits actuels et à la prévention de conflits futurs dans plusieurs zones particulièrement sensibles du pays dont les femmes, les enfants et les autres personnes vulnérables sont souvent les victimes principales. Mais dans le même temps, l'action devra anticiper et prévenir les potentiels conflits qui

pourraient découler du renforcement de l'appareil sécuritaire dans ces zones souvent peu favorables à une plus grande présence et souveraineté de l'État.

Réduction des risques de catastrophes

La réduction des risques de catastrophe n'est pas un objectif spécifique directement visé par cette action. Cependant, la structuration de la filière aurifère artisanale et sa mise en conformité pour l'exploitation de cette ressource permettra de mieux répondre aux éventuelles catastrophes dans le domaine minier artisanal.

Autres considérations, le cas échéant

n/a

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (élevée/ moyenne/ faible)	Impact (élevé/ moyen/ faible)	Mesures d'atténuation
Environnement politique	Risque d'instabilité politique (nouveau cycle électoral) et risque d'un désintérêt des autorités	Moyenne	Elevé	Les projets vont s'engager auprès d'instances politiques, un ancrage auprès d'administrations stables (ex : CENTIF ou CNS) permettront de conserver un portage du projet. Dialogue politique avec les autorités
Environnement externe	Dégradation de la situation sécuritaire empêchant la conduite de certaines activités, particulièrement celles se déroulant dans la zone Nord.	Moyenne	Elevé	Elaboration d'un protocole sécuritaire dès le démarrage du projet, monitoring régulier de la situation sécuritaire en lien avec les FDSI ivoiriennes et les autres PTF. Souplesse dans le calendrier et la mise en œuvre afin de s'adapter à l'évolution de la situation sécuritaire.
Environnement externe	Risque de retard dans l'adoption des textes législatifs	Elevée	Elevé	Alignement des projets avec la stratégie nationale ivoirienne. Lors de dialogues politiques, plaider sur l'importance de l'adoption des textes législatifs.
Socio-culturel	Engagement limité en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, de l'approche fondée sur les droits humains et des personnes vivant avec un handicap de la part des institutions ciblées et des acteurs non étatiques.	Moyenne	Faible	Le projet fournira des moyens suffisants pour travailler avec les institutions et les acteurs non étatiques sur l'importance de l'intégration de l'égalité des sexes, de l'approche fondée sur les droits humains et des droits des personnes vivant avec un handicap.

Enseignements tirés:

Cette action s'appuie sur deux actions existantes financées par l'UE (Instrument contribuant à la Stabilité et la Paix), à savoir le projet régional « Organised Crime : the West Africa Response to Money laundering and the financing of Terrorism » (OCWAR-M) mis en œuvre par Expertise France pour la composante de lutte contre le blanchiment et le projet pilote « Projet d'appui à la sécurisation et à la valorisation de l'exploitation aurifère artisanale comme facteur

de développement et de cohésion sociale au Nord de la Côte d'Ivoire » (SECORCI) mis en œuvre par l'ONG COGINTA pour l'appui au développement de la filière aurifère artisanal.

Les enseignements tirés de ces premières phases montrent l'importance de prendre en compte une dimension intégrée qui passe à la fois par du renforcement de compétence, des infrastructures et surtout un dialogue permanent entre les projets et les autorités pour s'assurer d'une mise en œuvre optimale et d'une action s'inscrivant dans la durabilité.

Au terme de 18 mois de mise en œuvre en 2021 et achevé en mai 2023, le projet SECORCI de EUR 2.5 million a pu tisser de profonds liens de confiance avec les populations et les communautés vivant de l'exploitation aurifère artisanale et a permis à certains orpailleurs d'exercer leur activité en toute légalité à travers la création de trois coopératives. De plus en plus de mineurs illégaux se tournent vers le projet pour être assistés. Plusieurs propriétaires terriens souhaiteraient que d'autres parcelles souillées et abandonnées soient réhabilitées, à l'image de celle remise en valeur à Papara. Il est également nécessaire de poursuivre le soutien au Centre de formation à l'apprentissage minier (CEFAM), dont la toute première promotion est sortie en avril 2023. Il faut aussi continuer le renforcement des capacités opérationnelles des forces de sécurité, tout en promouvant des liens de confiance avec la population. A ce sujet, l'appui à la cellule civilo-militaire nouvellement créée mérite d'être pérennisé. Enfin, le soutien des autorités à ce projet illustre une véritable volonté politique de poursuivre ce type d'action et ouvre la voie à une appropriation nationale. Par ailleurs, il faut noter que le projet SECORCI bridge de EUR 1.1 million – également mis en œuvre par COGINTA et financé par l'Instrument contribuant à la Stabilité et la Paix – vise à apporter une réponse globale à l'exploitation illégale de l'or dans le nord du pays (département de Tengréla). Cette intervention, qui a débuté en juillet 2023, est conçue comme une deuxième phase du projet SECORCI.

De son côté, le projet OCWAR-M a conduit des actions dans les pays de la CEDEAO. En Côte d'Ivoire, OCWAR-M a déjà mené des formations entre 2020 et 2022 (agents des forces de sécurité et agents de change, agents de la CENTIF etc.) qui méritent d'être renforcées et élargies, d'où l'intérêt de cette action. Un partenariat entre l'AGRAC ivoirienne, tout juste créée et son homologue Sénégalaise, l'Office National de Recouvrement des Avoirs Criminels pourrait être utile (expertise et partage d'expérience). Un ancrage institutionnel sera nécessaire pour l'appropriation du projet. Il s'agira de déterminer s'il devra se faire au niveau du Comité de coordination interministériel (structure plutôt politique) ou de la CENTIF (structure technique). L'enjeu de la coordination entre ces deux structures sera important, tout comme la stricte séparation de leurs prérogatives afin que l'action soit la plus efficace possible. Il ressort de l'expérience régionale que la collecte de données quantifiables a été difficile en matière de LBC/FT (suivi statistique centralisé absent ou défaillant). C'est pourtant un enjeu crucial permettant à la fois d'évaluer le projet, mais aussi pour le pays partenaire, de mesurer ses progrès. Il serait intéressant de soutenir la Côte d'Ivoire dans le renforcement de son service des statistiques nationales en matière de LBC/FT.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est

SI les capacités analytiques et opérationnelles de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme sont renforcées dans le respect des droits humains **EN SUPPOSANT QU'**il existe une volonté politique de réforme,

SI les capacités de la chaîne pénale dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme sont renforcées **EN SUPPOSANT QUE** la mise en place du dispositif réglementaire et législatif ne prenne pas de retard,

SI la filière aurifère artisanale est formalisée et valorisée **EN SUPPOSANT QUE** la situation sécuritaire ne se dégrade pas de façon significative,

ALORS les flux financiers contribuant à la criminalité organisée et au financement des groupes terroristes et donc à la déstabilisation du pays sont réduits et la filière aurifère contribue au développement socio-économique local en favorisant l'égalité hommes femmes et en préservant les droits humains et à la limitation des flux financiers pouvant alimenter les groupes armés terroristes,

Contribuant **AINSI** à la paix et la stabilité en Côte d'Ivoire et à la lutte contre le terrorisme.

3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention. Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

- Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).
- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

MODALITÉ DE PROJET (3 niveaux de résultats / indicateurs / source de données / hypothèses – pas d'activités)

Résultats	Chaîne des résultats (@): Principaux résultats attendus (10 au maximum)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Contribuer à la paix et la stabilité en Côte d'Ivoire (et à la lutte contre le terrorisme).	1 Indice Mo Ibrahim sur la sécurité et l'Etat de droit en Côte d'Ivoire	53.4 en 2021	60 en 2025	1 Rapport annuel de la Fondation Mo Ibrahim	<i>Non applicable</i>
Réalisation 1	1. Les flux financiers contribuant à la criminalité organisée et au financement des groupes terroristes et donc à la déstabilisation du pays sont réduits.	1.1 Corruption perception index 1.2 Nombre de poursuites BC/FT entamées, jugements et de condamnations en matière de LBC/FT après le projet soutenu par l'UE.	1.1 : 37/100 en 2022 (99 ^e /180 pays) 1.2 : Poursuites 11 (55%); jugements 4 (36.4%) et condamnations 4 (100%) en 2021	1.1 : A déterminer 1.2 : A déterminer	1.1 : Transparency internationale 1.2 : Sources gouvernementales ou rapports du projet	
Réalisation 2	2. La filière aurifère artisanale est formalisée et valorisée afin d'éviter qu'elle ne devienne une source de financement terroriste et qu'elle contribue ainsi au développement socioéconomique local.	2.1 Nombre d'incidents sécuritaires/violence ou conflits associés à la problématique de l'orpaillage clandestin dans la zone d'intervention 2.2 Taux de production légale d'exploitation artisanale aurifère dans le département de Tengréla 2.3 Nombre d'emplois créées à la suite de l'intervention financée par l'UE (désagrégés par sexes) (EU RF 2.11)	2.1: A déterminer 2.2: 3 coopératives en 2023 2.3: 0	2.1: A déterminer 2.2: 6 2.3 : A déterminer	2.1 Statistiques fournies par ACLED 2.2 Statistiques fournies par la Direction départementale des mines de Tengréla 2.3 idem	Le contexte sécuritaire de la zone ne se dégrade pas. Les artisans miniers sont enclins à formaliser leurs activités et à se structurer en coopératives.

Produit 1 lié à la réalisation 1	1.1 Les capacités analytique et opérationnelles de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme sont renforcées	1.1.1 Nombre de personnes formées par le projet financé par l'UE et qui ont amélioré leurs compétences ou leur connaissance en matière de lutte contre le blanchiment d'argent (désagrégé par sexe)	1.1.1 0	1.1.1 A identifier	1.1.1 Rapports du projet	Le projet est soutenu par les acteurs de la chaîne LBC/FT
		1.1.2 Nombre d'amendements législatifs ou de cadres réglementaires adoptés et mis en œuvre concernant la LBC / FT et connexes.	1.1.2 : 0	1.1.2 : A identifier	1.1.2/3/4 : Sources gouvernementales ou rapports du projet	
		1.1.3. Nombre de déclaration d'opérations suspectes (DOS) reçues	1.1.3 : 568 en 2021	1.1.3 : A identifier		
		1.1.4 Nombre de dossiers transmis au parquet par la CENTIF suite aux DOS reçues.	1.1.4 : 20 (3.5%) en 2021	1.1.4 : A identifier		
Produit 2 lié à la réalisation 1	1.2 Les capacités de la chaîne pénale dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme sont renforcées	1.2.1 Nombre de confiscations d'avoirs criminels de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs criminels (AGRAC).	1.2.1 : confiscations 4 (100%) en 2021	1.2.1 : A identifier	1.2.1 : Sources gouvernementales ou rapports du projet	La mise en place du dispositif réglementaire et législatif ne prend pas de retard.
		1.2.2 Nombre de biens confisqués vendus.	1.2.2 : A préciser	1.2.2 : A identifier	1.2.2 : Sources gouvernementales ou rapports du projet	
		1.2.3 Nombre d'acteurs de la chaîne pénale formés par le projet soutenu par l'UE (désagrégé par sexe) .	1.2.3 : 0	1.2.3 : A identifier	1.2.3 : Rapports du projet	
Produit 1 lié à la réalisation 2	2.1 La gouvernance du secteur aurifère artisanal est renforcée	2.1.1 Nombre d'autorités locales, de membres de la société civile et des FSI touchés par les sensibilisations du CCM et CTL soutenues par l'UE, (désagrégé par sexe).	2.1.1 : 0	2.1.1 : 6	2.1/2 : Rapports du projet	La situation sécuritaire ne se dégrade pas de façon significative. Les autorités locales soutiennent et facilitent les interventions.
		2.1.2 Nombre de personnes formées par le Centre de formation à l'artisanat minier (CEFAM) de Tengréla soutenu par l'UE. (désagrégé par sexe)	2.1.2 : 30 en avril 2023	2.1.2 : A déterminer	2.1.2 Statistiques du Centre de formation à l'artisanat minier (CEFAM)	
Produit 2	2.2 Des nouvelles coopératives sont créés.	2.2.1 Nombre de coopératives d'orpailleurs enregistrées dans le département de Tengréla, grâce au soutien de l'UE (membres des coopératives désagrégé par sexe)	2.2.1 : 3 en 2023	2.2.1 : 3	2.2.1 SECORCI ou statistiques de la Direction départementale des mines de Tengréla	Les artisans miniers sont enclins à formaliser leurs activités et à se structurer en coopératives
		2.2.2 Nombre d'orpailleurs illégaux ayant rejoint les coopératives appuyées par l'UE (désagrégé par sexe)	2.2.2 : A déterminer	2.2.2 : A déterminer	2.2.2 idem 2.2.1	

Produit 3	2.3 Les relations de confiance entre l'Etat et les citoyens sont renforcées	2.3.1 Pourcentage de la population qui exprime sa confiance dans les acteurs de la sécurité, désagrégué par sexe, religion, origine ethnique, revenu - ou proxy (tel que le quartier de résidence) (indicateur de base OPSYS) (désagrégué par sexe).	2.3.1 : A déterminer	2.3.1 : A déterminer	2.3.1 : Etude de perception à conduire par le projet (au début et à la fin du projet)	La situation sécuritaire ne se dégrade pas.
		2.3.2 Nombre de gendarmes, policiers, agents des eaux et forêts, et membres de la cellule civilo-militaire (CCM) appuyée par l'UE formés (désagrégué par sexe)	2.3.2 : 0	2.3.2 : A déterminer	2.3.2 : Rapports du projet	
		2.3.3 Proportion du personnel ayant reçu une formation sur la conduite et la discipline incluant du contenu relatif à l'exploitation sexuelle et aux abus sexuels et au harcèlement, y compris sexuel (désagrégué par sexe)	2.3.3 : 0	2.3.3 au moins 90 %	2.3.3 : Rapports du projet	
		2.3.4 Nombre de personnes touchées par les campagnes de sensibilisation de la CCM appuyée par l'UE (désagrégué par sexe).	2.3.4 : 0	2.3.4 : A déterminer	2.3.4 Rapports du projet	
Produit 4	2.4 Les conditions de vie des populations sont améliorées	2.4.1 Nombre de personnes avec un meilleur accès à l'eau potable et/ou à des infrastructures sanitaires avec le soutien de l'UE (EURF 2.8) (désagrégué par sexe).	2.4.1 : Etude baseline à réaliser	2.4.1 : A déterminer	2.4.1 : Etude à réaliser par le projet (avant et après le projet)	La situation sécuritaire ne se dégrade pas Les autorités locales soutiennent et facilitent les interventions.
		2.4.2 Nombre de site réhabilités ou nombre d'hectares réhabilités après le projet financé par l'UE	2.4.2 : 1	2.4.2 : A déterminer	2.4.2 : Rapports du projet	
		2.4.3 Nombre d'emplois alternatifs à l'orpaillage créés sur les sites réhabilités (désagrégués par sexe), grâce au soutien de l'UE.	2.4.3 : Etude baseline à réaliser	2.4.3 : A déterminer	2.4.3 : Etude à réaliser par le projet (avant et après le projet)	

4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N/A

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE⁷.

4.4.1 Gestion directe (subventions)

Subventions (gestion directe)

a) Objet de la subvention

Objectif Spécifique 2 : La filière aurifère artisanale est formalisée et valorisée et contribue ainsi au développement socioéconomique local.

b) Type de demandeurs visés

Le type de demandeurs visés est principalement les Organisations non gouvernementales (ONG)

4.4.2 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec l'Agence française d'Expertise Technique Internationale (Expertise France – AFETI).

Cette mise en œuvre implique la réduction des flux financiers contribuant à la criminalité organisée et au financement des groupes terroristes et donc à la déstabilisation du pays.

Expertise France met en œuvre le projet régional OCWAR-M centré sur la lutte contre le blanchiment dans les pays de la CEDEAO, parfaitement en ligne avec cette action.

Expertise France est une agence de développement d'un État membre, présente en Côte d'Ivoire, avec une capacité opérationnelle et financière et dotée d'une grande expérience sélectionnée sur les critères suivants :

- Capacité de gestion et de mise en œuvre d'actions similaires dans le pays.
- Connaissance avérée du contexte, des questions de sécurité et du partenaire.

⁷ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

- Expérience dans des actions de lutte contre les flux financiers illicites contribuant à la criminalité organisée et au financement du terrorisme.
- Expérience dans des actions de lutte contre le blanchiment de capitaux dans des pays de la région.
- Connaissance avérée des questions de développement local.
- Connaissance de l'approche fondée sur les droits humains et le genre.

Si l'entité envisagée devait être remplacée, les services de la Commission peuvent sélectionner une entité de remplacement sur la base des mêmes critères. Si l'entité est remplacée, la décision de la remplacer doit être justifiée.

4.4.3 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En cas d'échec de la modalité en gestion directe (cf section 4.4.1) et en raison de circonstances indépendantes de la volonté de la Commission, la ou les composantes concernées pourront être mises en œuvre en gestion indirecte une entité remplissant les critères énoncés au 4.4.2.

En cas d'échec de la modalité de gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution (cf. section 4.4.2), en raison de circonstances indépendantes de la volonté de la Commission, la ou les composantes concernées pourront être mises en œuvre en gestion directe au travers de subventions avec une entité remplissant les critères énoncés au 4.4.2. Le type de demandeurs visés sera entre autres des ONGs.

4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDCI – Europe dans le monde).

4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'Union (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – voir section 4.4	
Objectif 1. Les flux financiers contribuant à la criminalité organisée et au financement des groupes terroristes et donc à la déstabilisation du pays sont réduits composé de	4 950 000
Gestion indirecte avec Expertise France – voir section 4.4.2	4 950 000
Objectif 2 La valorisation de la filière aurifère artisanale contribue au développement socio-économique local et à la création d'emplois et contribue à la lutte contre l'extrémisme violent	9 800 000
Gestion directe – Subvention – voir section 4.4.1	9 800 000
Évaluation – voir section 5.2	250 000
Audit – voir section 5.3	
Totaux	15 000 000

4.7. Structure organisationnelle et responsabilités

Deux Comités de Pilotages seront établis pour assurer la gouvernance stratégique et le suivi de la mise en œuvre de l'action (un par volet). Ils sont composés de l'UE et des autorités ivoiriennes directement concernées, d'autres parties prenantes pourront être également associées. Le secrétariat du Comité sera assuré par le(s) partenaire (s) de mise en œuvre. La participation au Comité de Pilotage pourra être élargie en fonction de l'ordre du jour. Il se réunit en principe deux fois par an. Des réunions extraordinaires pourront être convoquées selon les besoins.

Aux côtés du Comité de Pilotage, un Comité de Suivi Technique est également établi (un par volet) afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre opérationnelle. Il sera composé des mêmes organisations qui participent au Comité de Pilotage. Il se réunit chaque trimestre.

Pour l'OS 1 le Comité de pilotage sera composé à minima de représentants de la CENTIF, du Comité de coordination LBC/FT, des ministères de l'Economie et des Finances, de la Justice et de l'Intérieur, de représentants de la Délégation de l'UE et de l'opérateur de mise en œuvre.

Pour l'OS 2 le Comité de pilotage sera composé de représentants du Conseil national de sécurité (CNS) (pilotage politique), du ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie (pilotage technique), du ministère de l'Intérieur, du Commandement Supérieur de la gendarmerie, d'un représentant des autorités déconcentrées (préfecture, département de Tengréla, etc) ou de tout autre service ou unité impliqués, de représentants de la Délégation de l'UE et de l'opérateur de mise en œuvre.

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

5 MESURE DES PERFORMANCES

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et réalisations directes) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, les partenaires chargés de la mise en œuvre doivent établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins trois fois par an) et des rapports finaux.

Chaque rapport rend compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique. Chaque rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

De même, tous les mécanismes de suivi et d'élaboration de rapports évalueront la manière dont l'action prend en compte le principe de l'égalité des sexes, l'approche fondée sur les droits humains et les droits des personnes vivant avec un handicap, y compris l'inclusion et la diversité. L'inclusion d'informations ventilées par sexe sera assurée dans les outils de suivi utilisés en incluant des indicateurs ventilés au moins par sexe et des questions spécifiques sur le genre et l'approche fondée sur les droits humains dans les protocoles de suivi.

5.2 Évaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une évaluation finale sera effectuée pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contracté(es) par la Commission. Des évaluations supplémentaires portant sur le respect des droits humains, de l'égalité de genre et l'approche inclusive de l'action pourront être commandées.

Celle-ci sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée).

Dans le cas d'une initiative « Team Europe », les évaluations réalisées conjointement avec d'autres États membres contributeurs et les institutions européennes de financement du développement seront l'option privilégiée pour fournir une vue d'ensemble de l'action dans le cadre de l'impact plus large de l'initiative.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins un mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Les partenaires chargés de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

En outre, toutes les évaluations doivent déterminer dans quelle mesure l'action tient compte de l'approche fondée sur les droits humains et comment elle contribue à l'égalité des sexes, à l'autonomisation des femmes et à l'intégration des personnes vivant avec un handicap. Les équipes d'évaluation devront disposer d'une expertise en matière de droits humains, dimension handicap et une approche genre.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

Conformément au document « [Communiquer et accroître la visibilité de l'UE – Orientations relatives aux actions extérieures](#) », publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'UE à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de l'UE de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra:

d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances;

de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);

de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme ;

Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette action
Niveau Groupe d'actions (cas complémentaires, différentes phases d'un même programme)		
Niveau Contrat		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Objectif 1 et produits afférents : 4 950 000 EUR
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Objectif 2 et produits afférents : 9 800 000 EUR